



**PRÉFET  
DU GERS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture du Gers  
Secrétariat général  
Direction de la citoyenneté et de la légalité  
Bureau du droit de l'environnement**

**Arrêté préfectoral n°32-2025-01-28-00008  
portant mise en demeure de la société coopérative agricole de stockage de céréales et  
d'approvisionnement (CASCAP) pour l'installation de stockage de céréales qu'elle exploite  
sur le territoire de la commune de l'Isle-Jourdain**

**Le Préfet du Gers,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le décret, du 27 novembre 2024, nommant Monsieur Alain CASTANIER, préfet du Gers ;

**Vu** le décret, du 10 mai 2024, nommant Monsieur Cédric KARI-HERKNER, secrétaire général de la préfecture du Gers, sous-préfet d'Auch ;

**Vu** l'arrêté ministériel, du 29 mars 2004, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

**Vu** l'arrêté ministériel, du 6 juillet 2006, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4702 (Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral, du 24 juin 1987, autorisant la société DARRIS à exploiter des installations de stockage de céréales et de conditionnement au lieu-dit « En Girette » sur le territoire de la commune de L'Isle Jourdain ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire, du 11 mars 2010, modifiant les prescriptions applicables à l'installation de stockage de céréales et de conditionnement exploitée par la société DARRIS au lieu-dit « En Girette » sur le territoire de la commune de L'Isle Jourdain ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire, du 28 mai 2013, modifiant le classement administratif de l'installation de stockage de céréales et de conditionnement exploitée par la société DARRIS au lieu-dit « En Girette » sur le territoire de la commune de L'Isle Jourdain ;

**Vu** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 8 janvier 2014 au profit de la société CASCAP ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 20 décembre 2024, faisant suite à la visite d'inspection du site en date du 28 novembre 2024, dont une copie a été transmise à l'exploitant par courrier du 20 décembre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant, dans le délai imparti des quinze jours, suite au courrier précité ;

**Considérant** que, lors de la visite d'inspection du 28 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'installation ne disposait pas de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz au droit de son stockage d'engrais à base d'ammonitrates. Ce fait est contraire à la prescription de l'article 4.3.1 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé ;

**Considérant** que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement, notamment au regard de la protection de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société CASCAP de respecter les dispositions de l'article 4.3.1 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé, applicable à l'installation de stockage d'engrais à base d'ammonitrates qu'elle exploite sur le territoire de la commune de L'Isle-Jourdain.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gers,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La société coopérative agricole de stockage de céréales et d'approvisionnement (CASCAP), pour l'installation de stockage, de séchage de céréales et de stockage d'engrais à base d'ammonitrates qu'elle exploite, route de Ségoufielle, au lieu-dit « En Girette » à L'Isle-Jourdain, est mise en demeure **sous un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- de mettre en place un système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz au droit de son bâtiment de stockage d'engrais à base d'ammonitrates, en application de l'article 4.3.1 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 susvisé.

### **ARTICLE 2**

Dans le cas où les obligations mentionnées à l'article 1 ci-dessus ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3**

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gers pendant une durée minimale de deux mois.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gers.

### **ARTICLE 4**

Le présent arrêté sera notifié à la Société Coopérative Agricole CASCAP, 4 chemin de la Rebastide à L'Isle-Jourdain (32600).

### **ARTICLE 5**

Le secrétaire général de la préfecture du Gers, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, au maire de L'Isle-Jourdain.

**28 JAN. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Cédric KARI-HERKNER

**Délais et voies de recours :**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Pau, Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX) dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1. par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code susvisé dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).